



Déclaration du Cameroun en Première Commission

80 ème Session de l'Assemblée Générale

Débat thématique sur les Armes nucléaires

Par : NYANID Zacharie Serge Raoul Ph. D
Ministre Plénipotentiaire Hors Échelle

New-York, octobre 2025

Monsieur le Président,

Ma délégation voudrait interpeller la communauté internationale sur une question fondamentale : peut-on véritablement parler de désarmement nucléaire lorsque persistent des contradictions profondes qui en sapent la crédibilité ?

Comment croire à la sincérité des engagements de désarmement lorsque la dissuasion nucléaire reste au cœur même des doctrines de sécurité des puissances nucléaires ? Comment justifier que les laboratoires de recherche continuent d'être grassement financés pour perfectionner ces armes de destruction massive, tandis que les dialogues sur le désarmement piétinent ? La réponse à cette question réside dans l'écart flagrant entre les principes proclamés et les pratiques réelles, un paradoxe qui mine la confiance et sape les fondements mêmes de la sécurité collective.

Monsieur le Président

Le Cameroun constate avec préoccupation que le TNP, pierre angulaire de notre architecture de sécurité collective, est aujourd'hui fragilisé par des contradictions inacceptables. L'échec répété des conférences d'examen à produire des résultats concrets démontre une crise de confiance qui mine l'ensemble du régime et en ébranle la crédibilité. Cette incapacité persistante à honorer les engagements du TNP, particulièrement l'article VI relatif au désarmement nucléaire, a créé un cercle vicieux de défiance. Les États non dotés d'armes nucléaires observent, conférence après conférence, que les promesses de désarmement restent lettre morte tandis que les arsenaux continuent de se moderniser.

Cette dynamique perverse sape la légitimité même du régime de non-prolifération. Comment, en effet, exiger des pays qu'ils renoncent à l'arme nucléaire lorsque les puissances nucléaires elles-mêmes ne respectent pas leurs obligations ? Chaque échec renforce le sentiment d'un système à deux vitesses, où les droits des uns primerait sur les devoirs des autres.

Cette érosion de la confiance n'est pas seulement diplomatique, elle a des conséquences stratégiques tangibles. Elle affaiblit les normes internationales, encourage les comportements unilatéraux, et risque à terme de provoquer une rupture dangereuse dans l'architecture globale de sécurité collective.

Face à cette impasse, l'Afrique, grâce au Traité de Pelindaba, montre la voie et incarne une alternative crédible. Notre continent a fait le choix courageux d'une sécurité collective fondée sur la coopération et le développement, et non sur la terreur nucléaire. Cette vision n'est pas utopique, elle est pragmatique. Loin d'être un vœu pieux, la sécurité collective fondée sur la coopération et le développement incarne au contraire l'approche la plus réaliste face aux défis de notre temps.

Premièrement, cette vision reconnaît que les véritables menaces à notre sécurité commune ne sont plus militaires, mais systémiques : les changements climatiques,

les pandémies, les crises alimentaires et les inégalités croissantes ignorent les frontières et se moquent des arsenaux nucléaires. Face à ces périls, aucune arme, si sophistiquée soit-elle, n'offre de protection.

Deuxièmement, cette approche comprend que la stabilité durable s'acquiert par la justice et l'inclusion, non par la terreur. L'histoire a maintes fois démontré que les sociétés équitables, où les besoins fondamentaux sont satisfaits, sont naturellement plus résilientes et moins sujettes aux conflits.

Enfin, cette vision est économiquement avisée. Les milliards engloutis dans la modernisation des arsenaux nucléaires représentent un gaspillage tragique de ressources qui pourraient être investies dans des infrastructures vitales, l'innovation technologique pacifique, ou la transition écologique, autant d'investissements qui génèrent des dividendes palpables en termes de stabilité et de prospérité.

L'Afrique, par son Traité de Pelindaba, ne rêve pas, elle anticipe, car elle a compris que la sécurité du XXI^e siècle se construira à travers la coopération régionale, le développement économique et la résilience collective, ou ne se construira pas. Cette vision africaine, tournée vers l'avenir, prend d'autant plus de relief face à l'absurdité des priorités mondiales actuelles. Comment, en effet, justifier l'explosion des dépenses militaires nucléaires alors que les besoins humanitaires fondamentaux restent dramatiquement sous-financés ? Quel message envoyons-nous aux populations qui manquent de nourriture, de médicaments et d'écoles, lorsque nous investissons davantage dans les instruments de mort plutôt que dans les outils de vie ?

Le Cameroun est par ailleurs très préoccupé par les risques nouveaux posés par l'intégration de l'intelligence artificielle dans les systèmes nucléaires. Aucun algorithme ne devrait jamais décider du sort de l'humanité.

Monsieur le Président,

À l'approche de la Conférence d'examen du TNP en 2026, le Cameroun appelle à une réflexion honnête et courageuse. Il est temps d'aligner les actions sur les discours, les budgets sur les engagements, et les priorités stratégiques sur les impératifs humanitaires. La crédibilité du régime de non-prolifération est en jeu. Plus important encore, c'est la confiance entre les États et l'avenir de notre sécurité collective qui sont en péril.

Le Cameroun réaffirme que la paix et la sécurité durables ne sauraient être bâties sur l'équilibre de la terreur. Investissons plutôt dans le développement, la santé, l'éducation et la lutte contre les inégalités. C'est le seul avenir viable pour l'humanité.

Je vous remercie